

Je me suis levé pour parler du prix de l'avoine. Dans une occasion antérieure, le député de Norfolk, parlant du prix des céréales, cita quelques chiffres et prétendit qu'il était impossible pour qui que se soit de dire sincèrement et avec raison que la politique nationale avait été profitable aux cultivateurs du pays. Pendant qu'il lisait ses citations j'attirai son attention sur le prix de l'avoine à Chicago.

Quelques DÉPUTÉS. Chiffons.

M. McNEILL: Je ne reprendrais pas un débat antérieur, mais comme cette question vient d'être discutée, je suppose qu'on me permettra d'en dire un mot. J'attirerai l'attention de l'honorable député sur le prix de l'avoine à Chicago aujourd'hui. Je vois que le prix de l'avoine à Chicago est de 28½ c: 28 cents, pour mars. A Toronto l'avoine est coté comme suit :

Avoine, tranquille. Un chargement vendu sur la voie à 37 cents ; les prix sont fermes et les offres lentes.

Ainsi 37 cents sur les wagons représentent le prix de l'avoine aujourd'hui pour le cultivateur canadien, tandis qu'elle ne vaut pas 28½ cents à Chicago.

M. CHARLTON: L'honorable député voudra-t-il donner la différence entre la capacité des minots ?

M. McNEILL: La différence dans le poids est de deux livres, je crois, par minot, ce qui n'est qu'une minime fraction du tout, et qui ne ferait qu'une bien légère différence dans le prix. Il est évident qu'il y a une énorme différence aujourd'hui dans le prix de l'avoine à Toronto et à Chicago.

M. CHARLTON: La différence paierait-elle le transport d'un point à l'autre ?

M. McNEILL: Le fait est qu'avant l'adoption de la politique nationale le prix de l'avoine à Toronto était en grande partie régit par le marché de Chicago, et il était bien rarement plus élevé.

M. CHARLTON: L'honorable député élude ma question. Je demande si la différence suffirait à payer le fret ?

M. BOWELL: Cela n'a rien à faire avec la question.

M. McNEILL: Le prix du fret entre Chicago et Toronto n'a certainement rien à faire avec le prix de l'avoine dans les autres parties du Canada, au point de vue du cultivateur. Avant la politique nationale le prix de l'avoine à Toronto et à Chicago était à peu près le même. Depuis, à l'exception d'une année pendant laquelle l'avoine a manqué aux Etats-Unis, nous avons eu au Canada, un grand avantage sur le producteur américain.

M. CHARLTON: Non ; cela n'est pas ; c'est la première année.

M. McNEILL: Dans tous les cas le fait existe aujourd'hui. Lorsqu'il a parlé de cette question la première fois, il n'a pas parlé de Chicago, mais de celui de Buffalo et d'Oswégo. J'ai parlé de la chose à un commerçant de grain, qui s'est moqué de l'idée de faire une comparaison entre le marché de Chicago et celui d'Oswégo ou de Buffalo. Il dit que les commerçants ne s'occupaient que du marché de Chicago, pour ce qui concerne le prix du marché américain pour le blé et l'avoine. En calculant les prix d'achat, ils tiennent compte du marché de Chicago et de celui de Liverpool, et aucunement de celui de Buffalo, dont parlait l'honorable député.

Ainsi, la politique nationale, loin d'avoir été préjudiciable au cultivateur, je puis dire, en ma qualité de cultivateur, et en autant que je suis capable de me former une opinion, elle lui a fait un bien énorme. On nous a dit ce soir au cours de ce débat que le cultivateur n'avait pas eu de protection. Le cultivateur se trouve protégé sur son blé, comme vient de le prononcer l'honorable député de York-Ouest (M. Wallace) ; il se trouve protégé sur son avoine, comme je viens de le démontrer, et il est aussi protégé sur ses pois,

M. McNEILL

car je sais par moi même que cette céréale se vend beaucoup plus cher depuis l'adoption de la politique nationale. Le cultivateur se trouve protégé sur son lard, et incidemment, sur ses œufs, son beurre et son fromage ; je dis incidemment parce qu'il y a eu une demande beaucoup plus considérable pour ces produits sur nos propres marchés, et la conséquence a été que nous avons obtenu des prix plus élevés.

M. IRVINE: N'exportons-nous pas plus de fromage qu'autrefois ?

M. McNEILL: J'oserais dire que oui, mais ce n'est pas une raison pour que nous n'obtenions pas un prix plus élevé pour notre fromage, sur notre propre marché. Les honorables députés se basent sur la théorie. Ils disent : nous exportons telle et telle chose, ce doit être de telle et telle manière. Mais nous les ramenons aux faits. Toutes leurs prétentions reposent sur une théorie, du commencement à la fin, et ils ne veulent pas aborder les faits carrément. Ils ont adopté une théorie, et comme les pédagogues de l'ancien temps, ils torturent les faits pour les conformer à leurs théories. S'ils pouvaient regarder au dehors et voir ce qui se passe, ils verraient que ce libre échange, comme ils l'appellent, a échoué presque partout. Ils verraient qu'il n'y a pas une grande nation du monde, à l'exception de l'Angleterre, qui ait adopté cette politique, et en Angleterre même il se produit une énorme réaction. Ils sauraient qu'il n'y a pas un seul peuple au monde qui ait réussi à établir ses industries sans avoir recours à la protection. Malgré qu'ils sachent cela, ou qu'ils dussent le savoir, ils nous demandent de retourner en arrière et d'adopter pour notre pays une politique tout à fait opposée à celle qui a réussi dans le monde entier.

Non seulement cela, mais ils nous demandent d'adopter une politique que l'Angleterre est seule à maintenir parmi toutes les grandes nations. L'Angleterre est aujourd'hui le seul pays libre-échangiste. Autrefois c'était un pays protectionniste, tout autant que le Canada ; ainsi il est impossible de nier que toutes les grandes nations ont établi leurs industries à l'aide de la protection, sans en excepter l'Angleterre.

Il est aussi bien connu que le plus fort penseur de leur côté, qu'ait produit la génération actuelle, John Stuart Mill, bien qu'il fut un ardent libre-échangiste, admet, que dans des circonstances comme celles dans lesquelles nous nous trouvons, nous sommes probablement justifiables d'adopter une politique de protection.

Cependant, en dépit de tout cela, les honorables députés de la gauche feraient pour le Canada tout à fait l'opposé de ce qui a réussi partout ailleurs ; ils nous disent : adoptez une politique contraire à celle qui a réussi partout, et vous serez dans la bonne voie.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Cette politique a remarquablement réussi cette année, n'est-ce pas ?

M. McNEILL: Je crois que oui ; je crois que pour ce qui concerne le Canada, nous avons raison de croire que cette politique a été avantageuse. Si nous comparons le Canada aux autres pays, nous avons toute raison d'être fiers de la politique nationale, et si l'honorable député veut me nommer un pays qui a adopté sa politique et qui est plus prospère que le Canada, je lui serai très obligé.

M. MILLS: La Nouvelle-Galles du Sud.

M. McNEILL: Quelles sont les grandes industries manufacturières qu'on a créées dans la Nouvelle-Galles du Sud ? L'honorable député ignore-t-il que la Nouvelle-Galles du Sud se trouve à avoir un fort tarif protecteur, sous forme de taux de prêt très élevés, ce qui n'existe pas ici, et si ce pays fait exception, c'est une exception qui prouve la règle.

J'aimerais que le premier député qui m'a interrompu, nommât un pays qui a adopté la politique du libre-échange et qui est plus prospère que le Canada. Non seulement il